

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89 RUE WEBER  
CS 52002  
30907 Nîmes

Nîmes, le 22/04/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ROBERT CARRIERES ET INDUSTRIES**

346 RUE DE LA REPUBLIQUE  
30630 Verfeuil

Références : -  
Code AIOT : 0006600661

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement ROBERT CARRIERES ET INDUSTRIES implanté La Garustière et Pérède 30210 Pouzilhac. L'inspection a été annoncée le 24/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection PPC 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROBERT CARRIERES ET INDUSTRIES
- La Garustière et Pérède 30210 Pouzilhac
- Code AIOT : 0006600661
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de Calcaire exploitée à l'explosif, gisement très fracturé avec de nombreuses veines d'argile et de terre. Installations de concassage / criblage fixes, une partie des matériaux extraits sont lavés, le circuit d'eau utilisé est fermé et tourne sur des bassins de décantation avec flocculant, l'apport en eau vient d'un forage situé à l'entrée de la carrière, les boues sont stockées dans un bassin et sont curées régulièrement pour servir au remblaiement de la carrière. L'exploitation se fait dans le sens nord sud, elle est actuellement dans un talweg et va se poursuivre en remontant sur la colline plus au sud. Robert Carrière Industrie fait partie du groupe Robert propriété de Vinci.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Bruits et vibrations

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modification du classement de la carrière	AP Complémentaire du 21/12/2022, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Modification des conditions d'exploitation	AP Complémentaire du 21/12/2022, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Action nationale sobriété hydrique	AP Complémentaire du 30/01/2020, article 4.1.1.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Action nationale sobriété hydrique	AP Complémentaire du 30/01/2020, article 4.1.1.1.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Action nationale sobriété hydrique	AP Complémentaire du 26/10/2020, article 4.1.1.1.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Registres et plans	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Action nationale sobriété	AP Complémentaire du 30/01/2020, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	hydrique		
6	Action nationale sobriété hydrique	AP Complémentaire du 26/10/2020, article 4.1.1.4	Sans objet
9	Phasage de réhabilitation du site	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 9.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En matière de sobriété hydrique, l'exploitant a mis en place des actions permettant d'améliorer ses consommations d'eau.

Dans le cadre de la surveillance de la qualité des eaux souterraines, le rapport d'analyse a révélé une présence importante de matière en suspension en aval de la carrière.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification du classement de la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/12/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Consistance des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les dispositions de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral n°18-035N susvisé sont modifiées de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rubrique 2510-1 : <u>Exploitation de carrière</u> Capacité de production maximale : 350 000t/an Périmètre autorisé :12.03 ha Périmètre exploitable : 8.88 ha Durée autorisée: 15 ans</li> <li>• Rubrique 2515-1a Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels, ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous rubrique 2515-2. La puissance de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 900KW</li> <li>• Rubrique 2517-1 Station de transit de produits minéraux solides, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques, la capacité de stockage étant : égale à 54 600m².</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant l'exploitation de carrière :  L'exploitant a déclaré une production de 229 700t dont les stériles générées.  Il a fourni un plan d'exploitation daté du 24 octobre 2024 matérialisant le périmètre autorisé de 12.03ha et la zone d'exploitation de 8.8ha.  L'échéance de l'autorisation est au 01/03/2033.</p> <p>Concernant la puissance de l'ensemble des machines pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation :  l'exploitant n'a pas pu justifier du respect de la puissance autorisée pour l'ensemble des machines utilisées.</p> <p>Concernant la capacité de stockage des produits minéraux transitant sur le site :  l'exploitant a fourni un plan matérialisant la zone de transit dont la surface s'élève à 13 820m<sup>2</sup>.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier à l'inspection des installations classées le respect de la puissance autorisée pour l'ensemble des machines utilisées dans le cadre de son activité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

## N° 2 : Modification des conditions d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/12/2022, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions de l'article 2.1.2.2 de l'arrêté préfectoral n°03-091N susvisé sont modifiées de la façon suivante :  "L'exploitant est tenu avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité , la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. [...]</p> <p>Dispositions spécifiques au travail de nuit :  L'exploitation des installations de traitement des matériaux secondaires, à savoir les étapes de concassage, criblage et lavage, peut être opérée durant les mois de janvier, février mars, novembre et décembre 2023 en période nocturne entre 22h et 6h afin de permettre le fonctionnement des installations présentées en annexe du présent arrêté.  Cette configuration de fonctionnement des installations respecte les dispositions relatives à la limitation des bruits émis dans l'environnement, fixées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé. Les points de mesure pris en compte pour vérifier le respect de ces dispositions sont au minimum ceux définis dans le porter à connaissance du 1<sup>er</sup> décembre 2022 susvisé, et d'autres points peuvent être ajoutés sur demande de l'inspection des installations classées."</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Un panneau indiquant l'identité et la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie est bien apposé à l'entrée de la carrière.</p> <p>Concernant le travail de nuit, l'exploitant déclare que cette activité n'a été exercée qu'en 2023 pour répondre à un besoin ponctuel puis elle a été stoppée.</p> <p>L'exploitant a fourni un rapport de mesures de bruit daté du 24 octobre 2024 dossier ATDX_2024_09_1351 qui ne présente que des résultats en période diurne.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de notifier au préfet l'arrêt de ses activités en période nocturne afin que les dispositions de l'arrêté préfectoral relatives au travail de nuit soient modifiées en conséquence.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

### N° 3 : Action nationale sobriété hydrique

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/01/2020, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement d'eau en nappe par forage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prescriptions de l'article 4.1.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 18-035N du 1er mars 2018 intitulé « Prélèvement d'eau en nappe par forage », sont remplacées par les prescriptions suivantes :</p> <p>Les besoins en eau sont assurés par l'implantation d'un nouveau forage d'un débit estimé à 15m<sup>3</sup>/h, l'ancien forage est abandonné (5m<sup>3</sup>/h).[...]</p> <p>Pour satisfaire aux besoins d'eau nécessaire au fonctionnement de l'ensemble des installations de traitement et des équipements d'abattage de poussières, un stockage d'une capacité minimum de 50m<sup>3</sup> à remplissage automatique est mis en place.</p> <p>La consommation totale annuelle prévisionnelle est de 30 000m<sup>3</sup>/an maximum, répartie comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2/3 par an pour le lavage des matériaux : appoint de l'unité de lavage des matériaux ;</li> <li>• 1/3 par an pour la lutte contre les poussières, nettoyages divers (pont bascule, dalles, engins...)</li> <li>• l'arrosage des voies de circulation autour des installations ;</li> <li>• l'arrosage de la zone de commercialisation autour des installations ;</li> <li>• le lavage des engins sur l'aire étanche ;</li> <li>• l'alimentation des eaux sanitaires ;</li> <li>• pulvérisation d'eau en certains points de l'installation de traitement (trémie, concasseurs et cribles fixes).</li> </ul> <p>Le site traite les eaux vannes par une micro station d'épuration certifiée conforme par le SPANC.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Le nouveau forage a bien été implanté avec un débit maximal de 7m3/h selon la déclaration de l'exploitant. Il déclare également avoir réalisé la procédure de comblement de l'ouvrage auprès de de la DDTM.</p> <p>La consommation annuelle en eau s'élève à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 17 714 m3 en 2024 dont 14 239 m3 pour le lavage des matériaux et 3 475 pour l'abattage des poussières;</li> <li>-16 309 m3 en 2023;</li> <li>- 19 448 en 2022;</li> </ul> <p>Le ratio d'eau en l/t utilisés en 2023 : pour 27 kt de sables produits, 14 000m3 d'eau de process ont été utilisés soit 411 l/ t.</p> <p>Afin de régler les problématiques d'accumulation des eaux de ruissellement au droit du carreau générant de la boue permanente ainsi qu'un nettoyage intensif des voies de circulation des routes des véhicules et engins, l'exploitant a mis en place un système de drainage sur la zone de production et de stockage et a créé un puisard de récupération des eaux d'infiltration. Ces eaux sont pompées et réutilisées dans le process de lavage. Par conséquent, le volume d'eaux récupéré par drains est de 4 250 m3 soit 14% du volume autorisé.</p> <p>Concernant le traitement des eaux vannes, le rapport du SPANC daté du 19/12/2017 déclare le système mis en place comme étant conforme.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Action nationale sobriété hydrique

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/01/2020, article 4.1.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conformité de l'ouvrage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Critères d'implantation et protection de l'ouvrage :</p> <p>Sauf dispositions spécifiques satisfaisantes, l'ouvrage n'est pas implanté à moins de 35 m d'une source de pollution potentielle: dispositifs d'assainissement collectif ou autonome, parcelle recevant des épandages, bâtiments d'élevage, cuve de stockages en général et notamment d'hydrocarbures chimiques ou phytosanitaires, canalisation d'eaux usées ou transportant des matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite l'inspection a constaté que des véhicules étaient stationnés à proximité du forage. Par ailleurs, l'exploitant a déclaré envisager d'installer des bornes de recharges électriques à cet emplacement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de formaliser l'interdiction de stationner des véhicules thermiques à proximité du forage.</p> <p>Concernant le projet d'installation de bornes de recharge électrique, il doit être soumis à accord de l'inspection des installations classées avant installation</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 15 jours

**N° 5 : Action nationale sobriété hydrique**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 30/01/2020, article 4.1.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autres dispositions

**Prescription contrôlée :**

[...] L'exploitant recherche par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations.

Le refroidissement en circuit ouvert est interdit. La tête de forage est munie d'un compteur volumétrique.

Par ailleurs, l'exploitant relève, mois par mois, sur un registre spécialement ouvert à cet effet et à disposition de l'inspection des installations classées :

- les volumes prélevés,
- l'usage et les conditions d'utilisation,
- les variations éventuelles de la qualité qu'il aurait pu constater,
- les conditions de rejet de l'eau prélevée, les changements constatés dans le régime des eaux,\* les incidents survenus dans l'exploitation de l'installation ou le comptage des prélèvements et notamment les arrêts de pompage.[...]

**Constats :**

L'exploitant a fourni les éléments attendus par la prescription susvisée.

Concernant les variations de la qualité de l'eau, l'exploitant a fourni un rapport d'analyses des eaux souterraines daté du 18/09/2024 et réalisé par ARES Contrôle. Il révèle une non-conformité aux limites et références de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine sur les paramètres ammonium (0.204 mg/l) et entérocoques intestinaux (2 UFC/100ml)

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est tenu de rechercher les causes à l'origine de ces non conformités et de procéder à des contre-analyses et d'en informer la DDTM et le service de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 6 : Action nationale sobriété hydrique**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 26/10/2020, article 4.1.1.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Caractéristiques des prélèvements

**Prescription contrôlée :**

Les débits maximaux d'exploitation autorisés pour le forage F 2019 sont :

- débit de prélèvement maximal horaire : 7 m<sup>3</sup>/h soit 1.94 l/s



- débit de prélèvement maximal journalier : 126 m<sup>3</sup>/ jour
- débit de prélèvement maximal annuel : 30 000 m<sup>3</sup> /an

Le débit de prélèvement maximal journalier de 126 m<sup>3</sup> ne doit pas dépasser 7 jours consécutifs.  
Les volumes maximums mensuels autorisés sont de 2500 m<sup>3</sup> par mois.

#### Constats :

Les documents transmis par l'exploitant font état des volumes consommés sur les années 2022, 2023 et 2024.

Les données ne révèlent aucun dépassement des volumes journaliers et annuels autorisés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Action nationale sobriété hydrique

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 26/10/2020, article 4.1.1.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prescription relative au suivi quantitatif de la ressource en eau

#### Prescription contrôlée :

Afin de s'assurer du respect des débits autorisés et permettre le suivi de la ressource, le bénéficiaire: [...]

- met en place un suivi ponctuel sur le piézomètre F1 avec des mesures bimensuelles et un suivi renforcé lors des épisodes pluvieux d'intensité > 50mm avec des mesures quotidiennes pendant 5 jours, suivant l'évènement.

- met en place un suivi en continu du niveau dynamique de la nappe, rapporté en m NGF au niveau du piézomètre F2. Le bénéficiaire fait parvenir au service de la police de l'eau chaque année avant le 1<sup>er</sup> mars, le bilan annuel du suivi de l'aquifère de l'année précédente.[...]

#### Constats :

L'exploitant a fourni deux rapports attestant du suivi bimensuel réalisé sur les piézomètres PZ1 et PZ2 par le bureau d'études ARES Contrôle le 31/07/2023 et le 30/01/2024.

Le rapport du 31/01/2024 fait état d'une augmentation de la quantité de matières en suspension présentes dans les échantillons prélevés pZ1 : 2.8 mg/l et PZ2 340 mg/l, ce qui suppose que des eaux chargées en fines et issues de l'activité de la carrière se sont retrouvées dans les eaux souterraines.

L'exploitant a transmis pour le piézomètre F2 un rapport hydrogéologique n° 30/207 AS 24 22 réalisé par Bergasud daté du 27 février 2025 présentant le suivi piézométrique et le suivi du niveau dynamique de la nappe.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de justifier de :

- la qualité des eaux rejetées sur les trois dernières années notamment sur le paramètre incriminé et
- l'efficacité des mesures en place pour limiter l'accumulation de fines dans les eaux souterraines.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Registres et plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>• les bords de la fouille ;</li> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; les zones remises en état ;</li> <li>• la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni un plan daté du 24/10/2024 sur lequel la bande des 10 mètres n'est pas matérialisée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de matérialiser la bande des 10m sur le plan conformément à la prescription susvisée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : Phasage de réhabilitation du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 9.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan de phasage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé selon le schéma d'exploitation et de remise en état précité.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan d'exploitation présenté fait état d'un réaménagement conforme au plan de phasage à T+10 correspondant à la deuxième phase quinquennal.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------